

L'État français entre en force dans le dossier Atos une semaine décisive pour l'avenir du groupe

Lucas Mediavilla

Les créanciers de l'entreprise ont eu la mauvaise surprise d'apprendre que le plan de sauvetage demandera plus

Un sauvetage périlleux en haute mer. Au travers du comité interministériel de restructuration industrielle (Ciri), son navire chargé de remorquer les paquebots à la dérive, Bercy voit la situation d'Atos se détériorer depuis plusieurs mois. À l'avant-veille de la publication d'un rapport d'information sénatoriale sur la situation et l'avenir d'Atos, qui pointe du doigt le retard et l'insuffisance de son action, l'État s'est finalement décidé à sortir du bois dimanche. Via l'Agence des participations de l'État, Bercy a envoyé une lettre d'intention non engageante à la direction d'Atos, en vue du rachat d'activités sensibles et stratégiques du point de vue de la souveraineté du pays.

Calcul haute performance servant pour la simulation des essais nucléaires, systèmes critiques pour le fonctionnement du programme Scorpion de l'armée de terre ou la connectivité du Rafale F4, activités critiques dans la cybersécurité... l'État cible un sous-ensemble de la division big data et sécurité (BDS) d'Atos, qui représente 4 000 emplois et 900 millions d'euros de chiffre d'affaires. L'objectif est « d'éviter que des activités stratégiques pour la France ne passent dans les mains d'acteurs étrangers », soulignait dimanche le ministre de l'Économie Bruno Le Maire.

Au début du mois d'avril, Bercy s'était déjà assuré de disposer d'une action préférentielle (« golden share ») en finançant 50 millions d'euros sur un prêt d'urgence de 450 millions d'euros accordé à Atos. Celui-ci devrait se matérialiser prochainement, assurant un droit de veto de l'État en cas de menaces sur des activités critiques. « Ils vont un cran plus loin avec cette lettre d'intention, même si le marché avait déjà intégré cette idée », assure un porteur de dette d'Atos. « De notre point de vue, c'est plutôt une bonne nouvelle, car nous pourrions récupérer plus d'argent grâce à la vente. »

L'État dit travailler à cette proposition depuis l'échec des négociations

4,9

milliards d'euros : l'effort demandé par Atos à ses créanciers pour son plan de sauvetage

3 mai

Date butoir de dépôt des offres pour la reprise d'Atos

avec Airbus sur la reprise de la division big data et sécurité (BDS). Il reste du pain sur la planche pour formaliser son offre. « Le travail de détournement des activités entre TechFoundations et Eviden a été fait, mais absolument pas au sein d'Eviden, remarque Karine Druan, coordinatrice CFE-CGC du groupe. L'État veut reprendre un sous-ensemble de BDS, mais il y a beaucoup de fonctions transverses dans ces entités ».

Ce qui explique en partie pourquoi l'État s'est laissé jusqu'au mois de juin pour faire sa « due diligence » et envoyer une offre plus contraignante. Une fois détournés, il faudra trouver un industriel ou plusieurs regroupés en consortium pour opérer ces actifs. « Nous n'avons pas vocation à diriger seul ces activités, et nous sommes confiants dans la capacité à réunir des acteurs industriels autour de cette brigade de souveraineté », estime-t-on à Bercy. Des discussions avec des industriels ont déjà été entamées, même si l'État refuse pour le moment de donner des noms.

Le timing de la sortie de Bercy n'a rien d'anodin. Il intervient à l'aube d'une semaine décisive pour le sauvetage de l'entreprise, entrée en conciliation depuis le 26 mars et qui cherche des fonds pour se sauver. Les créanciers et investisseurs intéressés pour reprendre Atos doivent déposer leurs offres de reprise d'ici à vendredi. La proposition non engageante de l'État pourrait ap-

porter entre 700 et 1 milliard d'euros au groupe, selon la lettre envoyée par l'APE. À l'annonce de cette information, le cours de Bourse d'Atos a d'ailleurs bondi de 23% lundi. Il n'empêche. L'arrivée de l'État ne règle en rien la situation du paquebot lesté de 4,9 milliards de dette.

Les créanciers ont d'ailleurs eu la mauvaise surprise d'apprendre lundi que l'effort que leur demande Atos pour assurer sa survie est bien plus important qu'anticipé. Il y a trois semaines, tout juste, l'entreprise dirigée par Paul Saleh demandait à ses créanciers d'effacer la moitié de la dette qu'ils détenaient (2,4 milliards sur les 4,9 milliards de dette brute) en contrepartie d'actions du groupe, ainsi que l'apport de 1,2 milliard d'euros sous forme de liquidités supplémentaires pour financer l'activité jusqu'à 2025. Jeudi dernier, à l'occasion de ses résultats du premier trimestre, Atos avait prévenu : confrontée à une dégradation rapide de son activité, de sa rentabilité, de ses prises de commande et de sa trésorerie, l'entreprise allait revoir ses calculs.

Lundi, Atos a confirmé qu'il lui faudrait 1,7 milliard d'euros de cash pour financer son activité jusqu'à la fin de 2025 et un écrasement de sa dette de 3,2 milliards d'euros (contre 2,4 mil-



L'objectif est « d'éviter que des activités stratégiques pour la France ne passent dans les mains d'acteurs étrangers »

Bruno Le Maire, Ministre de l'Économie et des Finances

liards prévus précédemment). L'effort atteint presque 5 milliards d'euros, l'équivalent de l'ensemble de sa dette brute. « Dans une procédure de restructuring, il peut y avoir quelques ajustements en cours de route, cela fait partie du jeu. Chez Atos, cela a atteint une ampleur énorme. Ce groupe est incapable de donner des chiffres qui tiennent la route », lâche, énervé, un porteur de dette

d'Atos. « C'est hallucinant. Un tel revirement en une vingtaine de jours... Le management est délégitimé auprès du conseil d'administration », abonde un bon connaisseur du dossier. Selon lui, il a même fallu que Jean-Pierre Mustier, président du conseil d'administration, Helen Lee Bouygues, administratrice indépendante, et David Layani, premier actionnaire du groupe et administrateur lui aussi, tapent du poing sur la table pour que la direction se décide à réviser ses estimations.

Le communiqué publié lundi, plus sombre sur les trajectoires de redressement des finances, porte la griffe prudente de Jean-Pierre Mustier, qui joue sa réputation dans le sauvetage du fleuron français. Atos intègre dans son nouveau plan d'affaires les conséquences de la dégradation de la situation aussi bien sur ses activités digitales, cybersécurité ou cloud (Eviden), que sur les activités d'infogérance (TechFoundations).

Les prévisions de revenus, comme celles de marge et de trésorerie, ont été revues en baisse de plusieurs centaines de millions d'euros sur l'ensemble des périmètres du groupe. Les liquidités supplémentaires demandées pour 2024 et 2025 ont, elles, été « déterminées sur la base d'un scénario très défavorable

réalisé par la société en tenant compte de charges d'intérêts plus faibles liées aux objectifs de réduction de la dette ».

Ce besoin d'argent frais supplémentaire et la possible prise de contrôle des activités sensibles par l'État changent-ils la donne ? Pour David Layani, l'arrivée de Bercy sonne comme un désaveu. Avec son projet de reprise intégrale One Atos, l'homme d'affaires se considérait comme la meilleure réponse aux craintes de Bruno Le Maire en matière de souveraineté. Dans nos colonnes, il déclarait aussi que la « souveraineté ne se découpe pas chez Atos ». Ses appels du pied n'ont pas été entendus. Pas rancuneux, le dirigeant de OnePoint reste tout de même intéressé pour le reste du groupe. Après tout, les actifs ciblés par l'État ne représentent que 10% des 10 milliards d'euros de revenus d'Atos.

Mais le besoin de liquidités supplémentaires exprimé par la direction ne rend-elle pas l'équation plus difficile pour David Layani et son partenaire de consortium Walter Butler ? « C'est la petite musique que nos adversaires essaient de faire passer, tranche un proche. À 50 millions d'euros près, nous avions anticipé exactement les besoins d'Atos dans ce qui a été présenté lundi matin. » Selon lui, ce nouveau chiffre



À Angers, le site de fabrication des supercalculateurs du groupe Atos, le seul acteur en Europe à produire ce type de machines.

FOURNI/MARCO/ALBA

Dissuasion nucléaire, centrales EDF : ces activités d'Atos que l'État

Ingrid Vergara

« Il y a chez Atos un certain nombre d'activités stratégiques pour la nation française et pour notre souveraineté », expliquait dimanche soir le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, après l'offre de reprise

faite par l'État à la direction du groupe informatique pour un périmètre d'activités souveraines ». La France veut mettre à l'abri ce qu'elle ne peut pas se permettre de voir tomber dans les mains d'intérêts étrangers. À commencer par ce qu'on appelle le calcul de haute performance (HPC) sur lequel repose sa stratégie de dissuasion nucléai-

re. Atos est le seul acteur européen (les autres sont américains, chinois ou japonais) à concevoir des « supercalculateurs », d'énormes machines capables de puissance de calcul phénoménale - les vitesses se mesurent en centaines de millions de milliards de calculs à la seconde - pour de la simulation numérique.

« Meilleur niveau mondial »

Depuis l'interdiction des essais nucléaires physiques en 1996, les tests nécessaires au maintien et à l'évolution de l'arsenal nucléaire français sont réalisés via des simulations numériques, qui exigent donc de disposer de cette puissance de calcul et d'une garantie de la sécurité des données. Le programme Simulation repose sur trois piliers, expliquait l'an dernier Vincenzo Salvetti, l'ex-directeur des applications militaires au Commissariat à l'énergie atomique, devant la commission de la défense nationale et des forces armées. Des physiciens, qui connaissent les règles régissant le fonctionnement d'une arme nucléaire ; des numériciens, dont la tâche consiste à traduire la physique de fonctionnement en système d'équations complexes ; enfin, des supercalculateurs, capables de réaliser un calcul complet en

moins d'une semaine. Nos calculateurs sont au meilleur niveau mondial.

Dans la défense, Atos fournit aussi un certain nombre d'outils essentiels aux militaires, comme le système G4 (Command, Control, Communications, Computers and Intelligence), qui fournit à la chaîne de commandement de l'armée une carte du champ de bataille mise à jour en temps réel. Ses technologies fournissent des logiciels de communication et de combat pour les forces navales, assurent la gestion du téléphone sécurisé des armées, la sécurisation des réseaux de communication à bord des avions Rafale. Sa filiale Avantix est, elle, spécialisée dans les systèmes d'écoute pour les services de renseignements. « Derrière le HPC se cache la puissance scientifique d'un pays, mais aussi la défense, le militaire et l'espionnage », commente un parfait connaisseur de cette industrie.

Ces technologies sont aussi clés pour des activités civiles, où la maîtrise de la souveraineté est tout aussi essentielle. Sa filiale Atos Worldgrid a ainsi développé des logiciels de gestion des centrales nucléaires d'EDF. Des simulateurs reproduisant exactement l'environnement de la salle de commandes servant à habiller le personnel



BullSequana XH, le supercalculateur de nouvelle génération d'Atos, inauguré en février 2022. VINCENT SORE / IPS PRESS/MAKPPP

avant

Sur le marché des nouvelles technologies, les batteries franchissent des records

Armelle Bohineust

Leur coût a reculé de 90% en quinze ans et leur déploiement a bondi en 2023, pour les voitures électriques et les énergies vertes.

d'argent que prévu.

est la preuve que OnePoint est dans le vrai d'un point de vue industriel. « Cela pourrait rapprocher nos positions des créanciers obligataires. »

« Il n'y aura pas de repas gratuit », lui répond une source du côté des porteurs de dette. Autrement dit, une négociation devrait s'ouvrir cette semaine à la lumière des nouveaux chiffres donnés par la direction d'Atos. L'objectif est de savoir quelle sera la répartition de l'effort entre les créanciers actuels, ceux qui seraient intéressés pour rejoindre l'aventure et David Layani. Si ce dernier veut conserver plus de 30% du capital à l'issue de l'opération et rester ainsi actionnaire de référence du groupe, il va devoir revoir à la hausse les 400 millions d'euros qu'il comptait apporter pour l'augmentation de capital. Dans son entourage, on signale que ce n'est pas un problème.

Les négociations se poursuivent aussi avec Daniel Kretinsky, l'autre grand candidat à la reprise d'Atos, seul ou en consortium avec le canadien CGL. Pour le milliardaire tchèque, la situation est en réalité plus lisible avec l'intervention de l'État qu'avant. De par sa nationalité, Daniel Kretinsky n'aurait pas pu mettre la main sur les activités sensibles d'un point de vue de la souveraineté. Cela étant dit, l'homme d'affaires et ses équipes n'ont pas encore dévoilé leurs cartes. « Son holding EPH va se positionner comme l'acteur aux poches les plus profondes et de dernier recours, comme sur Casino. Il va miser sur l'incapacité de ses concurrents à suivre son offre », indique un bon connaisseur du dossier. « Leur projet est simple, c'est de reprendre l'entreprise pour la démanteler ensuite et garder TechFoundations pour lui », assure un autre.

D'autres entrepreneurs potentiels, étrangers, pourraient-ils se manifester maintenant que le sort des activités problématiques d'un point de vue de la souveraineté semble sanctuarisé par l'État ? « A trois jours de la reprise des offres, vous ne pouvez pas monter un dossier sur un sujet aussi complexe », tranche un financier. Il y a quelques jours, des rumeurs de marché laissaient aussi entrevoir l'idée d'une reprise du groupe par ses seuls créanciers, sans l'appui d'industriels. Une situation déjà vue dans des dossiers comme Bourbon, la Saur, Europcar ou Vallourec. « Ce n'est pas la volonté des fonds à ce stade, précise un participant aux négociations. L'enjeu des négociations de cette semaine, c'est d'écouter les propositions des repreneurs sur cette base et de tomber d'accord sur les chiffres d'ici au 3 mai. » Le sauvetage d'Atos est à ce prix. ■

Sur le vaste marché des technologies propres, les batteries se portent bien. Le stockage de l'électricité par batterie, indispensable à l'essor des énergies et des transports sans gaz à effet de serre, a enregistré un bond inédit en 2023. C'est la technologie du secteur énergétique qui a connu « la croissance la plus rapide » l'an dernier, affirme l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Le déploiement de batteries couplées à des champs éoliens ou solaires, à des toitures photovoltaïques ou encore à des miniréseaux, a crû de 130% l'an dernier par rapport à 2022, ajoutant 42 gigawatts aux systèmes électriques dans le monde, indique l'organisme basé à Paris et considéré comme une référence mondiale dans le secteur de l'énergie. Dans les transports, les installations de batteries ont crû de 40%. Près de 14 millions de véhicules électriques neufs ont été vendus en 2023, contre 3 millions en 2020, se félicite le rapport « Batteries et transitions énergétiques sûres ».

En parallèle, le coût du stockage s'est effondré. Il a déjà chuté de plus de 90% en moins de quinze ans et il devrait reculer encore de 40% d'ici à 2030. Cette forte baisse des coûts des batteries devrait favoriser le passage aux énergies renouvelables au détriment des combustibles fossiles. « La combinaison de l'énergie solaire photovoltaïque et des batteries est aujourd'hui compétitive par rapport aux nouvelles centrales au charbon en Inde. Et, dans les prochaines années, elle sera moins chère que les nouvelles centrales au charbon en Chine et les centrales au gaz aux États-Unis. Les batteries sont en train de changer la donne sous nos yeux », pointe Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE.

Multiplier les capacités de stockage

Les batteries, indispensables pour les véhicules électriques, sont aussi très utiles dans d'autres activités. Si les énergies renouvelables sont déjà beaucoup moins chères que les centrales au charbon et au gaz, les conditions météorologiques peuvent interrompre l'énergie solaire et éolienne. De ce fait, ces ressources doivent être associées à des



Près de 14 millions de véhicules électriques neufs ont été vendus en 2023, contre 3 millions en 2020. ESTUDIOPHOTO-STOCKADOBEE.COM

systèmes de stockage pour fournir des sources d'énergie fiables.

Les capacités de stockage de l'électricité devront être encore multipliées par « près de six d'ici à 2030 » si le monde veut tenir ses engagements climatiques, souligne l'Agence internationale de l'énergie. Les batteries représenteront 90% de l'augmentation prévue des capacités de stockage, le solde provenant essentiellement du recours aux installations hydroélectriques connues sous le nom de « Step » ou « stations de transfert d'énergie par pompage ».

« Les secteurs de l'électricité et des transports sont deux piliers destinés à faire baisser les émissions de CO₂ suffisamment rapidement pour garantir la possibilité d'un réchauffement mondial limité à 1,5°C » par rapport à l'ère préindustrielle, rappelle Fatih Birol, et « les batteries en seront la fondation ». Ce stockage permet de déployer au mieux des

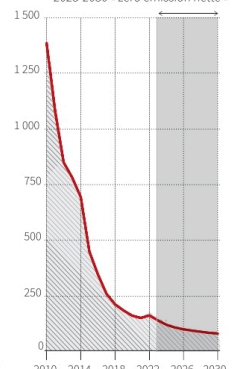
énergies éoliennes et solaires par nature intermittentes, en conservant le surplus d'électricité produite pour le réinjecter au moment approprié, dans les pics de consommation, le soir ou quand il n'y a pas de vent. Pour autant, les coûts devront encore baisser, pointe l'AIE. D'autant plus qu'un déclin du prix des batteries permettra aussi de fournir de l'électricité à des millions de personnes qui n'y ont pas accès, en réduisant le coût de l'électricité des miniréseaux équipés de panneaux photovoltaïques couplés à des batteries.

L'organisation appelle par ailleurs à une diversification des chaînes d'approvisionnement, depuis les métaux jusqu'aux usines de fabrication. Un petit nombre de pays réalise l'extraction de nombreux minéraux critiques tandis que la Chine assure une part essentielle de la transformation des matières premières (lithium, cobalt, etc.) et possède

Chute du coût des batteries

Prix moyen des batteries pour véhicule électrique, en dollars par kWh

Projection dans le cadre du scénario 2023-2030 « zéro émission nette »



Source : Agence internationale de l'énergie

près de 85% de la capacité mondiale de production de cellules de batterie. Mais, alors que Pékin va continuer d'étendre sa fabrication de batteries, sa part de marché « diminuera à environ deux tiers du total mondial en 2030 à mesure que d'autres régions se développeront », prévoit l'AIE. L'Europe et l'Amérique du Nord ont annoncé leur intention d'augmenter leur capacité de fabrication de batteries pour atteindre chacune environ 15% de part de marché en 2030. Si tous les projets de ces deux régions voyaient le jour, ils couvriraient quasiment leurs besoins locaux, calcule le rapport.

Sans compter les nouvelles annonces. En France, la société bordelaise Emme va ainsi installer une unité industrielle de conversion de nickel et de cobalt qui pourrait devenir « l'un des premiers sites spécialisés dans les applications batteries en Europe ». ■

Ces inspecteurs du fisc sans frontières qui aident les pays pauvres à mieux collecter l'impôt

Clara Galtier

La task force de l'OCDE et des Nations unies a permis de récupérer plus de 2 milliards de dollars dans 62 pays en luttant contre l'évasion fiscale des multinationales.

Trente-sept millions de dollars d'impôts recouvrés en 2023. Cela, rien que dans le secteur de l'exploitation forestière. Un vrai jackpot, pour l'administration fiscale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. D'autant plus dans cette activité où les entreprises contributables minimisent leur imposition en déclarant des pertes. Les transactions irrégulières ont longtemps échappé au viseur des contrôleurs de cette île du Pacifique, faite de compétences et de moyens. C'était sans compter l'intervention des inspecteurs des impôts sans frontières, brigade lancée par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) en 2015 avec le PNUD, l'agence de développement des Nations unies.

Ces globe-trotteurs du fisc aident les pays pauvres à combattre l'évasion et la fraude fiscale pratiquée par les entreprises multinationales. L'objectif est d'augmenter les ressources financières dont ils manquent cruellement en rendant leur système fiscal plus efficace. « Les économies les moins avancées éprouvent de énormes difficultés à rembourser leur dette et à résorber leurs déficits tout en continuant d'investir dans leur développement », déplore l'OCDE. Le

déficit de financement des ODD (objectifs de développement durable fixés par les Nations unies) s'est creusé de 56% depuis le début du Covid-19 et atteint 3900 milliards de dollars. Ces économies fragiles ont été durement touchées par l'inflation et la hausse des taux d'intérêt.

« Les économies les moins avancées éprouvent de énormes difficultés à rembourser leur dette et à résorber leurs déficits tout en continuant d'investir dans leur développement »

L'OCDE

Dans ce contexte, l'impôt est une composante cruciale pour accélérer leur développement, qui permettra de lever des recettes localement. Or, dans une majorité de ces pays, le rapport impôt-PIB est inférieur à 12,75%, très en deçà des niveaux des économies développées, la moyenne des pays de l'OCDE se situant à 34%.

L'initiative fait appel aux spécialistes des pays membres de l'OCDE pour fournir expertises et audits aux pays dans le besoin. Trois ans après sa création, la task force avait permis de récupérer 414 millions de dollars. Aujourd'hui, c'est plus de 2 milliards de dollars de recettes fiscales qui ont été collectés dans 62 pays et 6 milliards mis en recouvrement. Concrètement, par exemple, l'année dernière, trois experts polonais ont été déployés au Bhoutan. Leur action s'est concentrée sur l'aide à l'identification des risques liés aux prix de transfert (transactions entre entités d'un même groupe d'un Etat à un autre). La réalisation d'audits dans le cadre de transactions transfrontalières et l'amélioration des connaissances en matière de loi fiscale internationale ont permis au fisc bhoutanais de récupérer 6 millions de dollars.

En Afrique, région qui a mobilisé le plus de recettes supplémentaires à ce jour (1,8 milliard de dollars), l'initiative de l'OCDE a encouragé « les mises en conformité volontaire ». Les pays qui bénéficient du programme ont vu augmenter significativement le nombre d'entreprises étrangères qui s'acquittent de leurs impôts, jusqu'à trois fois

plus. Prix de transferts, renforcement des enquêtes en matière de délinquance fiscale, transformation numérique des administrations... Les inspecteurs sans frontières sont sur tous les fronts. La Zambie, forte de ces nouvelles compétences, a adopté un arsenal de législations fiscales après leur passage. Cette politique a permis de diminuer de plusieurs points le déficit public du pays. Selon Robert Luvuma, de l'administration fiscale du Ouganda, le partenariat « a permis d'améliorer la discipline fiscale des multinationales », témoignant-il dans un rapport. Il cite notamment la mise en place d'un impôt sur les plus-values et des sanctions en cas de non-respect des règles.

Prochaine étape pour la brigade de l'OCDE, l'aide à l'application de la TVA sur le commerce numérique, en pleine expansion, et la mise en place de l'impôt mondial de 15% minimum sur les multinationales. Ce dispositif, entré en vigueur dans l'UE en janvier 2024, « générera entre 155 et 192 milliards de dollars de recettes supplémentaires par an environ », écrit l'OCDE, et offre aux pays en développement une occasion unique de relancer la mobilisation de leurs ressources intérieures. ■

veut protéger

à la conduite des centrales nucléaires dans le respect des règles de sûreté. EDF possède ainsi un modèle de simulateur par type de réacteur. L'an dernier, Atos a également décroché avec Schneider Electric un contrat pour mettre au point le système qui permettra de piloter les futurs réacteurs nucléaires EPR2 d'EDF.

Autre activité stratégique très dépendante de la simulation numérique : la météo, avec parfois des enjeux vitaux, comme lorsqu'il s'agit de prévoir la trajectoire et les conséquences d'un ouragan. « Nous sommes les spécialistes mondiaux de la météo », souligne Emmanuel Le Roux, group senior vice president de l'activité HPC, quantique et IA d'Atos. Au vu des besoins grandissants, le calcul de haute performance devient de plus en plus important pour l'utilisation de l'intelligence artificielle et pour l'informatique quantique.

Dans son offre, l'Etat souhaite aussi protéger plusieurs produits en cybersécurité développés par le groupe, comme des solutions cryptographiques de pointe pour la sécurisation des identités numériques ou de sécurité post-quantique, nécessaire aussi bien pour l'Etat français que pour ses grandes industries. ■